



**HAL**  
open science

# L'Océan Indien dans l'horizon géostratégique de l'Australie

Jérôme Dorvidal

► **To cite this version:**

Jérôme Dorvidal. L'Océan Indien dans l'horizon géostratégique de l'Australie. Revue juridique de l'Océan Indien, 2008, 08, pp.89-94. hal-02543137

**HAL Id: hal-02543137**

**<https://hal.univ-reunion.fr/hal-02543137v1>**

Submitted on 15 Apr 2020

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

## **L'Océan Indien dans l'horizon géostratégique de l'Australie**

**Jérôme DORVIDAL**

*Docteur en histoire, spécialiste de l'Australie contemporaine  
Chargé de cours à l'Université de la Réunion*

Un simple regard sur une carte de l'Australie permet d'apprécier la distance qui sépare l'Océan Indien de la capitale de l'Australie, Canberra. Sans aucun doute, l'Australie est un géant du Pacifique<sup>1</sup>. Mais cette expression, en vogue depuis un ouvrage paru dans les années quatre-vingt<sup>2</sup>, nous conduirait presque à oublier que l'Océan Indien borde le littoral occidental du Cinquième Continent : en réalité, un tiers de sa superficie est même entourée par ses eaux chaudes. Certes, les principales villes du pays, Brisbane, Sydney ou Melbourne, s'étalent sur la façade orientale si bien Perth, capitale de l'Australie Occidentale, a longtemps été une des villes les plus isolées dans le monde. Il y a bientôt deux siècles, en 1829, James Stirling, Gouverneur de la colonie de la rivière Swan, préconisa l'essor de cette province pour le commerce avec l'Inde et l'île Maurice... mais il s'agissait aussi de dissuader toute éventuelle attaque française contre les intérêts de Sa Majesté dans l'Océan Indien<sup>3</sup>.

Depuis les prémisses de la colonisation britannique, la sécurité dans l'aire régionale était assurée par l'Empire : l'Océan Indien, de l'Afrique du Sud à l'Australie en passant par l'Inde, était alors considéré comme un « Lac Anglais ». Espace maritime sans puissance susceptible de les inquiéter, les Australiens ont pris l'habitude de ne pas lui porter attention une attention particulière<sup>4</sup>. Cette vaste région, et son prolongement artificiel le Canal de Suez, était pourtant une passerelle vitale entre la métropole et les colonies australiennes : avant l'essor récent du commerce avec l'Asie, l'essentiel des marchandises échangées entre l'Australie et le monde transitait par l'Océan Indien. Fait méconnu, les colonies australiennes ont entretenu très tôt des relations commerciales avec le « Joyau de l'Empire » : la première exportation du charbon australien fut à destination de l'Inde en 1801<sup>5</sup>. Dans cet échange transocéanique, l'aspect militaire n'était pas négligé puisqu'un siècle durant, des chevaux élevés en Australie traversaient l'océan pour couvrir les besoins de l'armée indienne.

Mais l'Océan Indien prenait une tout autre importance stratégique lors de la Seconde Guerre mondiale car face aux incursions des sous-marins nippons dans les eaux territoriales au printemps 1942, les Australiens ne pouvaient plus compter sur la « tyrannie des distances » qui avait contribué jusqu'alors à épargner leur territoire national.

---

<sup>1</sup> H. COUTAU-BEGARIE, *Géostratégie de l'Océan Indien*, Paris, Bibliothèque stratégique, 1993, p. 301.

<sup>2</sup> X. PONS, *Le Géant du Pacifique*, Paris, Economica, 1988, 265 pages.

<sup>3</sup> R.T. APPELYARD, "The Influence of Australia in the Indian Ocean Region" in *Les Relations Internationales dans l'Océan Indien*, Actes du Colloque International tenu à Saint-Denis de La Réunion, Université de La Réunion, CERIGOI, 1993, pp. 99-100.

<sup>4</sup> En comparaison, l'aire pacifique se présentait autrement plus menaçante avec les velléités des flottes russes et allemandes au XIX<sup>ème</sup> siècle

<sup>5</sup> R.N. GOSH, M.A.B. SIDDIQUE, « Some Aspects of Indo-Australian Economic Relations », in Collectif, *External Powers in the international Relations of the Southern Hemisphere*, Perth, UWA, 1996, p. 43.

Le péril asiatique, devenu soudainement palpable, imposa à la Royal Australian Navy de cartographier une partie du littoral occidental tant les espaces de cette façade maritime délaissée étaient imparfaitement maîtrisés ; le Japon fut contenu puis vaincu, mais la leçon devait être retenue. Dans l'après-guerre, un effort de coopération sans précédent avec l'Asie et les états bordiers de l'Océan Indien était entrepris. Ainsi, l'Australie fut la seule nation occidentale, avec la Nouvelle-Zélande, à participer à la conférence sur le règlement de la crise indonésienne à New Delhi en 1949<sup>1</sup>. Mais cet élan fut brisé avec l'avènement de la Guerre froide qui contribua à accentuer les antagonismes dans la région indopacifique, comme en 1952 lorsque les Britanniques effectuèrent leur premier essai nucléaire dans l'Océan Indien, à Montebello, une île au large de l'Australie Occidentale. Au milieu des années cinquante, les enjeux géostratégiques dans l'Océan Indien devenaient plus cruciaux pour Canberra avec le transfert par la Grande-Bretagne de sa souveraineté sur les îles Cocos (1955) et Christmas (1958), respectivement à 3500km et 2600km des rivages australiens. La protection des dépendances n'était pas la seule priorité : preuve que la sécurité du Canal de Suez était toujours aussi précieuse, le Premier ministre Robert Menzies fut un ardent défenseur de l'intervention franco-britannique en 1956. Toutefois, le gouvernement australien ne désirait pas s'investir davantage dans les conflits de l'aire régionale et lorsqu'une décennie plus tard, en 1966, le Ministre de la Défense britannique sollicita l'Australie pour les frais de gestion de la base de Diego Garcia, sa requête fut rejetée<sup>2</sup>.

En réalité, l'horizon géostratégique de l'Australie dans la région indiaocéanique s'était considérablement étendu grâce à l'implantation d'une station de communication navale américaine, à North West Cape, sur le littoral de l'Australie Occidentale. L'accord entre les deux nations sur la station, annoncé le 17 mai 1962, fut signé par le gouvernement australien et ratifié par le Parlement en mai 1963<sup>3</sup>. Avec son statut de « Junior Partner » de l'Amérique, l'Australie soutenait ici un projet militaire de grande envergure : défendre un continent aussi étendu que l'Europe et surveiller une vaste aire maritime, le bassin oriental de l'Océan Indien. L'objet premier de la nouvelle base navale était d'envoyer des signaux aux sous-marins alliés évoluant dans l'Océan Indien. A Canberra, la présence sur son sol d'un site militaire ultrasensible d'une superpuissance était perçue comme un moyen de prévenir une attaque de la remuante Indonésie.

La détérioration rapide de l'atmosphère politique dans l'archipel voisin et le conflit de la Konfrontasi entre la Malaisie et l'Indonésie (1963-1966)<sup>4</sup> semblaient justifier un renforcement du partenariat stratégique avec les États-Unis. En empruntant cette voie, l'Australie n'avait même pas eu le besoin de renforcer son potentiel militaire, mesure qui ne serait pas passé inaperçu à Djakarta et qui n'aurait que contribuer à accroître les tensions entre les deux géants de l'hémisphère sud. En outre, la station de communication devait permettre l'instauration d'un système de surveillance assurant des communications protégées avec les îles australiennes de Cocos et de Christmas, possessions territoriales intéressantes car au large du détroit de la Sonde. Les distances à couvrir dans l'Océan Indien tendent à valoriser chaque infrastructure militaire, même celle modeste sur l'île Cartier (face au Timor), toute base relais jouant un rôle clé dans le stationnement des troupes, dans les missions de surveillance et les opérations de ravitaillement.

---

<sup>1</sup> M. GURRY, « Australia's Relations with India » in M. MCGILLIVRAY, G. SMITH, *Australia and Asia*, OUP, 1977, p. 205.

<sup>2</sup> Les anglophiles témoignaient pour l'occasion d'une profonde déception: "... le refus d'impliquer l'Australie financièrement dans le coût du maintien de la puissance maritime britannique dans l'Océan Indien était la démonstration d'un consensus établi et partagé entre le gouvernement et l'opposition...", B.A. SANTAMARIA, "The Australian Strategic Environment : An Overview", R. MANNE, *The New Conservatism in Australia*, Melbourne, Oxford Univ. Press, 1982, p. 209.

<sup>3</sup> En présentant le projet au Parlement, "Barwick [Ministre des Affaires Extérieures] déclara que l'accord couvrait l'établissement d'une station de communication navale, une station radio, ni plus, ni moins", A. WATT, *The Evolution of Australian Foreign Policy* (1938-1965), Cambridge, CUP, 1967, p. 180.

<sup>4</sup> J. DORVIDAL, "Nature et intensité des conflits dans l'aire géostratégique de l'Australasie (1949-1999)", D. DOMERGUE-CLOAREC, A. COPPOLANI, *Des conflits en mutation ? De la guerre froide aux nouveaux conflits*, Bruxelles, Editions Complexe, 2003, pp. 123-135.

Naturellement, le renforcement de la présence de la flotte américaine dans l'Océan Indien dans les années soixante ne devait rien au hasard<sup>1</sup> : la discrétion et la mobilité des sous-marins Polaris apparaissaient comme des avantages décisifs. Les capacités dissuasives de ces sous-marins<sup>2</sup> présentaient l'avantage de pouvoir frapper des cibles en Chine continentale ou en Russie centrale tout en incitant l'Inde et le Pakistan à modérer leurs velléités (Guerre Indo-Pakistanaise de 1971), y compris dans le domaine nucléaire (première détonation pour l'Inde en 1974, le Pakistan en 1980). Avec l'implantation d'une station navale d'une telle valeur stratégique sur sa façade occidentale, l'Australie devenait une plate-forme incontournable dans la projection des forces armées américaines dans l'Océan Indien. En contrepartie, l'Australie recevait l'assurance de Washington que le traité ANZUS (Australia-New Zealand-United States), lequel concernait en 1951 la seule aire Pacifique selon l'article V, s'appliquerait à l'Océan Indien et la Mer de Java<sup>3</sup>. En moins d'une décennie, les soubresauts de la Guerre froide avaient donc contribué à une revalorisation de l'espace indioocéanique dans les perspectives stratégiques australiennes<sup>4</sup>.

A la fin des années soixante, l'Océan Indien commençait à devenir l'un des théâtres majeurs de la confrontation Est/Ouest. La décision britannique en 1967 d'entamer un repli des positions à l'Est de Suez incita l'URSS à développer son influence dans l'Océan Indien: en 1968, une escadrille soviétique fut détectée à l'Ouest de l'Australie et stationna en permanence dans cette aire. Par la suite, une commission parlementaire australienne établit qu'entre 1972 et 1976, la présence au large de plus d'une centaine de bâtiments soviétiques avait été enregistrée, certains disposant d'armes nucléaires<sup>5</sup>. De fait, en dépit de la rhétorique « Océan Indien, zone de paix » (résolution de l'Assemblée Générale des Nations Unies du 16 décembre 1971), le gouvernement travailliste de Gough Whitlam (1972-1975) prenait garde de ne pas s'éloigner de l'alliance militaire avec les Etats-Unis ; après d'âpres négociations avec Washington en 1974, la Marine Royale australienne obtenait enfin l'autorisation d'utiliser les services de la station navale pour des communications avec ses bâtiments. Depuis la signature en 1971 du Five-Power Defence Arrangements, accord qui associait notamment Singapour et la Malaisie<sup>6</sup>, l'Australie se repositionnait dans la région des détroits, une présence militaire considérée comme un facteur de stabilisation car elle compliquait sérieusement les calculs d'un agresseur potentiel<sup>7</sup>.

Toutefois, la faiblesse du Pacte de l'OTASE de 1954 était devenue apparente, ne serait-ce en comparaison avec son puissant équivalent dans l'Atlantique, l'OTAN. La présence de sous-marins alliés près de la façade maritime était de nature à rassurer les habitants des villes de l'Ouest car ceux-ci étaient considérablement éloignés des centres névralgiques du pays. Ils avaient des raisons d'être inquiets car la construction de la base navale à Cockburn Sound, à

---

<sup>1</sup> À Washington, l'implantation d'une station de communication dans l'Océan Indien pour les sous-marins était un objectif prioritaire puisque l'Amérique ne disposait d'aucune installation de ce genre dans cette partie du monde.

<sup>2</sup> « Environ la moitié des sous-marins Polaris transporte des missiles A1 (portée 1400 miles), A2 (1700 miles), et les plus modernes sont équipés avec des A3 (2870 miles) », T.B. MILLAR, *Australia's Defence*, Melbourne, MUP Press, 1965, p. 88.

<sup>3</sup> K. BOOTH, W.L. DOWDY, « Structure and Strategy in Indian Ocean Naval Developments: Taking Stock » in Collectif, *The Indian Ocean : Perspectives on a Strategic Arena*, Durham, DUP, 1985, p. 92.

<sup>4</sup> Cf. K. McPHERSON, « Australian Security Perspectives in the Indian Ocean Region » in P.V. RAO, *India and Australia : New Horizons*, New Delhi, MP, 2003, pp. 3-31.

<sup>5</sup> « 33 destroyers légers, 17 croiseurs légers, 8 frégates, 4 croiseurs, 23 destroyers, 45 sous-marins, 6 sous-marins nucléaires (à propulsion diesel ou nucléaire), 23 chalands de débarquement... », « Australia and the Indian Ocean Region », Canberra, Gov. Pub. Service, 1976, Appendix A.

<sup>6</sup> L'instauration d'un système combiné de protection aérienne et maritime avec Singapour et la Malaisie autorisait quelques années plus tard la visite de patrouilleurs australiens de la classe Orion.

<sup>7</sup> S. W. SIMON, « ASEAN and the Indian Ocean : Maritime Issues and Regional Security » in Collectif, *The Indian Ocean : Perspectives on a Strategic Arena*, Durham, DUP, 1985, p. 389.

proximité de Fremantle, avait déjà enregistré un retard conséquent<sup>1</sup>. Nombre d'australiens étaient en faveur de l'extension de la base américaine de Diego Garcia ou du maintien des bases militaires étrangères car ils étaient effrayés par l'insignifiance de la Marine nationale au large de leurs côtes<sup>2</sup>. Cette situation n'était pas pour déplaire à l'US Navy qui préférait investir dans l'amélioration des unités de combat plutôt que dans de coûteuses bases navales étrangères<sup>3</sup>. Dans l'immédiat, l'essor de l'activité navale des grandes puissances dans l'Océan Indien n'avait pas eu de répercussion immédiates sur le développement de la Marine australienne : un spécialiste des questions de défense s'inquiétait grandement en 1977 de son absence virtuelle au large du continent et de la vétusté de ses patrouilleurs qui attendait toujours d'être remplacé depuis le début des années soixante-dix<sup>4</sup>. Dans ce contexte, l'appel du Président Carter en mars 1977 pour une démilitarisation totale de l'Océan Indien suscita une vive inquiétude en Australie et l'intervention directe de son Premier ministre<sup>5</sup> ; peu de temps après le déplacement de ce dernier à Washington, un communiqué du Ministre de la Défense précisait que l'Australie « se considérait comme n'être exposé à aucune menace précise »<sup>6</sup>. A partir de 1978, l'Australie n'avait de cesse d'encourager les Etats-Unis à s'investir dans des démonstrations navales au large de ses côtes, comme l'opération amphibie Sandgroper (1978) et dans une coopération militaire pour la surveillance de ses eaux territoriales ou sa façade maritime occidentale (étendue sur 5000km).

Une crise majeure, l'invasion de l'Afghanistan en 1979, incita le gouvernement de Malcolm Fraser (1975-1983) à autoriser l'US Air Force à utiliser la base aérienne de Darwin pour déployer ses B-52 dans l'Océan Indien et à inviter les navires à propulsion nucléaire dans les ports de la façade occidentale du continent. A partir de 1980, la politique interventionniste de Ronald Reagan au Moyen-Orient et les guerres successives dans le Golfe Persique ont entraîné une augmentation des activités de monitoring, une surveillance stratégique américaine de moins en moins étrangère au partenaire militaire australien. Les relations tumultueuses entre l'Iran et l'Irak ou celles, non moins problématiques, entre l'Inde et le Pakistan étaient de nature à inquiéter les experts australiens de la Défense. En 1980, Canberra projetait une Task Force au cœur de l'Océan Indien, le porte-avion Melbourne et son escorte, première grande manœuvre des forces aéronavales australiennes. Mais avec le recul, l'ambition de l'Australie dans le domaine naval au début du mandat de Robert Hawke (1983-1991) demeurait toujours aussi limitée : on était encore loin des velléités affichées quelques années auparavant, comme ; la création d'une « nouvelle ceinture de défense occidentale au Nord de l'Océan Indien et la région du golfe... »<sup>7</sup>.

---

<sup>1</sup> Les infrastructures navales de Cockburn Sound n'étaient toujours pas achevées en 1977. Permettant d'accueillir une force navale de quatre destroyers et trois sous-marins, cette base d'un coût de 50 millions de dollars australiens comportait des quais, des ateliers, un dépôt de munitions et un centre de commandement pour les forces armées de l'Océan Indien. Cf. B. CHAKRAVORTY, *Australia's Military Alliances*, New Delhi, SK Ghai, 1977, p. 85.

<sup>2</sup> « Les deux seuls navires stationnés en permanence sur la côte ouest de l'Australie étaient une vedette et un patrouilleur. Le patrouilleur était armé d'une mitrailleuse et équipé d'une défense anti-aérienne limitée et obsolète », R. AITCHISON, *Thanks to the Yanks ? The Americans and Australia*, Melbourne, Sun Books, 1972, p. 130.

<sup>3</sup> « L'enthousiasme pro-américain de Fraser pourrait amener à un désintérêt des Américains pour Diego Garcia et conduire à épargner le coût de sa modernisation en utilisant de manière intensive les installations de Cockburn Sound, une décision qui renforcerait sûrement le caractère satellitaire de l'Australie », B. CHAKRAVORTY, Op. cit., p. 88.

<sup>4</sup> H.S. ALBINSKI, *Australian External Policy under Labor: Context, Process and the National Debate*, St Lucia, UBCP, 1977, p. 236.

<sup>5</sup> « Selon un officier de la marine américaine à la retraite, la visite de Fraser à Washington en juin 1977 a eu énormément d'impact sur la décision de Carter de ne pas poursuivre l'objectif de la démilitarisation », H.S. ALBINSKI, « Australia and the Indian Ocean » in L.W. BOWMAN, I. CLARK, *The Indian Ocean in Global Politics*, Boulder, WP, 1981, p. 62.

<sup>6</sup> D. BRAUN, « Interaction between External and Regional Political and Strategic Interests » in *The Indian Ocean: Region of Conflict or Peace Zone?*, Canberra, Hurst, 1983, p. 117.

<sup>7</sup> M.A. SALIMON, *L'Océan Indien et la politique des grandes puissances, mémoire de maîtrise d'histoire contemporaine*, Université Montpellier III, 1988, p. 81.

Ainsi, le prétendu « redéploiement »<sup>1</sup> des forces militaires australiennes dans l'Océan Indien après l'invasion de l'Afghanistan en 1979 demeurait un effet d'annonce<sup>2</sup>. Beaucoup plus discrètement se poursuivait l'extension du réseau de communications hautement stratégiques tandis que l'aviation australienne s'engageait dans des missions de reconnaissance de longue distance dans l'Océan Indien. Enfin, la nouvelle base navale de Cockburn Sound près de Perth pouvait accueillir les unités de l'US Navy<sup>3</sup> et contrairement à la Nouvelle-Zélande (crise de 1984-1985), Canberra n'a pas interdit le stationnement sur son littoral de sous-marins et de navires à propulsion nucléaire<sup>4</sup>, une détermination politique qui concernait d'abord l'Australie Occidentale<sup>5</sup>.

Le Ministre des affaires étrangères, Bill Hayden, fut le premier à placer l'Océan Indien au cœur de la politique étrangère par la politique du Two Ocean Basing Policy (énoncée en 1987), anticipant d'une décennie le partage de la Royal Australian Navy en deux flottes dont l'une serait affectée à l'Océan Indien. En fait, le développement de l'Etat de l'Australie Occidentale et l'exploitation de nouvelles ressources naturelles (gaz, diamants, aluminium, uranium...) incitaient les Australiens à davantage se préoccuper de la défense de cette partie exposée de leur territoire. Après le retrait de l'Union Soviétique dans l'aire régionale, Canberra soutenait (1991) que l'intérêt du pays était de « protéger les surfaces maritimes, les ressources de la mer, et les deux îles stratégiquement importantes de Cocos et Christmas »<sup>6</sup>. Mesurons l'ampleur de la tâche à accomplir alors que l'Australie, depuis la création d'une zone économique exclusive en 1979, a la responsabilité de gérer un espace maritime de 16 millions de km<sup>2</sup> et que la Marine nationale doit effectuer des patrouilles sur près de 10% de la surface totale des océans dans le monde<sup>7</sup>. Pour assurer ces missions de protection, les sous-marins australiens de la classe Collins sont introduits dans la Marine australienne depuis 1996 et il est significatif que leur quartier général soit situé précisément dans l'Océan Indien<sup>8</sup>. Depuis quelques années, l'espace indioocéanique s'est présenté à l'Australie comme celui de tous les dangers. Récemment, Canberra s'est distingué lors de diverses interventions, tout d'abord en intervenant militairement au Timor Oriental (1999), en projetant des commandos en Afghanistan à partir de novembre 2001, en soutenant la croisade internationale contre le terrorisme depuis l'attentat contre l'USS Cole en octobre 2000 à Aden et davantage après les attentats de Bali en octobre 2002 occasionnant de nombreuses victimes australiennes, en soutenant l'argumentation américaine sur les armes de destruction massives en Irak en 2003, en luttant contre les intrusions illégales dans les zones de pêche (un bateau battant pavillon togolais, le South Tomi, fut arraisonné en mars 2001 après une poursuite de 14 jours impliquant l'Australie, la France et

---

<sup>1</sup> « Les dirigeants australiens ont considéré la crise afghane comme la plus grave depuis la Seconde Guerre mondiale et ils ont décidé de redéployer partiellement leurs moyens militaires et diplomatiques en direction de l'Océan Indien, délaissant quelque peu un Pacifique moins menacé de leur point de vue », P. LEYMARIE, Océan Indien : le nouveau cœur du monde, Paris, Karthala, 1981, p. 316.

<sup>2</sup> « Il apparaît clairement que quelle que soit la volonté politique du gouvernement de M. Hawke, il ne prend en aucune manière le chemin de se doter des moyens nécessaires pour exercer une influence sérieuse dans la zone qui l'entoure et plus particulièrement dans l'Océan Indien », CHEAM, France-Océan-Indien-Mer Rouge, Paris, FEDN, 1986, p. 95.

<sup>3</sup> « Ainsi en 1981, 29 navires de surface et 8 sous-marins d'attaque visitaient l'Australie Occidentale... Ces facilités ont été réellement utiles pour le réapprovisionnement en essence, des réparations mineures, pour le repos et le moral des marins dans cette atmosphère australienne si conviviale », H.S. ALBINSKI, « Australia, New Zealand and Indian Ocean Security », Collectif, The Indian Ocean : Perspectives on a Strategic Arena, Durham, DUP, 1985, pp. 373-374.

<sup>4</sup> R.B. RAIS, « The Regional Response to the Superpowers' Naval Presence in the Indian Ocean », in The Indian Ocean and the Superpowers, Melbourne, Crom Helm, 1986, p. 156.

<sup>5</sup> « Et de toute évidence, le gouvernement a pris les mesures voulues pour que l'escadre du porte-avions nucléaire Constellation à Perth en juillet 1985 ne donne pas lieu à des incidents », CHEAM, Op. cit., p. 93.

<sup>6</sup> R. T. APPLEYARD, Op. Cit., p. 103.

<sup>7</sup> P. WENSLEY, « Charting Cooperation and Challenges: Australia and the Indian Ocean Region » in Collectif, Geopolitical Orientations, Regionalism and Security in the Indian Ocean, New Delhi, SAP, 2004, p. 8.

<sup>8</sup> CDR David M. HENDRICKS, « The Submarine Force of The Royal Australian Navy », Undersea Warfare Summer, 1999 Vol. 1, No. 4.

l'Afrique du Sud<sup>1</sup>) ou en luttant contre l'essor de la piraterie dans les détroits indonésiens (plus d'une centaine d'attaques annuelles depuis l'année 2000).

\*\*\*

Un constat s'impose : à la fin du XX<sup>ème</sup> siècle, près de la moitié des marchandises transportées par le fret maritime entre l'Australie et le monde transitait toujours par l'Océan Indien<sup>2</sup>. Depuis un demi-siècle, c'est l'importation d'une matière hautement stratégique, l'or noir en provenance du Golfe persique, qui n'a cessé de croître. Sur le continent, l'Australie Occidentale a longtemps conservé une certaine vulnérabilité : la faiblesse des effectifs militaires dans cet Etat avait incité le Ministère de la Défense à envisager la possibilité d'une invasion en 1981 ! Selon les experts de la défense, seule l'Indonésie, en raison de sa proximité pourrait constituer une réelle menace... ; celle-ci serait accrue si Djakarta « agissait de concert avec une grande puissance »<sup>3</sup> (une référence implicite à l'URSS en 1981). S'agissant des spéculations sur l'extension de la flotte indienne<sup>4</sup> et la menace que celle-ci représenterait pour l'Australie<sup>5</sup> et ses territoires insulaires<sup>6</sup>, elles semblent excessives... En fait, l'Inde n'a aucun intérêt à menacer un territoire relativement éloigné de ses bases et avec lequel elle entretient des relations économiques de plus en plus fortes ; la croissance de la flotte militaire indienne doit plutôt être liée à celle de la flotte iranienne et d'autres marines rivales en Asie. Un conflit avec une grande puissance asiatique apparaît pour l'heure improbable. Contrairement à l'Inde et la Chine qui concentrent leurs effectifs dans l'Armée de Terre, l'Australie maintient un pourcentage élevé des investissements dans la Marine, valorisant ainsi sa capacité d'intervention rapide et dans les régions maritimes éloignées. Dans le domaine de la projection de forces dans le bassin oriental de l'Océan Indien, l'Australie, puissance moyenne, avait tendance à privilégier la défense de l'environnement immédiat, en limitant son engagement militaire à ses possessions territoriales et en privilégiant les missions onusiennes pour les interventions lointaines. Toutefois, la politique interventionniste de John Howard depuis 1996 sur la scène internationale (notamment en Irak à partir de 2003) marque clairement un nouveau tournant.

---

<sup>1</sup> V. L. FORBES, "Indian Ocean Maritime Boundaries: Jurisdictional Dimensions and Cooperative Measures" in Collectif, Geopolitical Orientations, Regionalism and Security in the Indian Ocean, New Delhi, SAP, 2004, p. 261.

<sup>2</sup> M. McKINLEY, « Australia and the Indian Ocean » in D. BALL, Australia and the World: Prologue and Prospects, Canberra Papers, n°69, 1990, p. 230.

<sup>3</sup> Threat to Australia's Security: Their Nature and Probability, Joint Committee on Foreign Affairs and Defence, AGPS, Canberra, 1981, p. 35.

<sup>4</sup> G. BROWN, "Growth of the Indian Navy: Implications for a Changing Balance in the Indian Ocean Region", in S. YASMEEN, Political and Strategic Changes in the Indian Ocean Region: Implications for Australia, Perth, The Indian Ocean Centre for Peace Studies, 1993, pp. 43-44.

<sup>5</sup> « L'Inde sera bientôt capable de projeter une force aéronavale significative au Nord de l'Océan Indien dans un arc stratégique s'étendant de la côte Est de l'Afrique à la côte Ouest de l'Indonésie », Defence and Trade, Australia-India Relations: Trade and Security, Canberra, AGPS, 1990, p. 86.

<sup>6</sup> « En outre, certains redoutent dans les milieux de la défense australienne que l'Inde possède déjà la capacité d'occuper les îles Cocos », D. SINGH, « Strategic Perspectives of India and Australia: Towards Convergence » in D.GOPAL, D. RUMLEY, India and Australia: Issues and Opportunities, Delhi, Authors Press, 2004, p. 183.